

**Audience publique du 20 mai 2019**

Recours formé par  
Madame ..., ...  
contre un arrêté grand-ducal du 8 avril 2018,  
en matière de changement de nom patronymique

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 41135 du rôle et déposée le 11 mai 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Maria Ana Real Geraldo Dias, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., née le ... (Allemagne), demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 8 avril 2018, attribué au ministre de la Justice, portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 août 2018 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Maria Ana Real Geraldo Dias déposé au greffe du tribunal administratif en date du 27 septembre 2018 pour compte de Madame ..., préqualifiée ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 1<sup>er</sup> octobre 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Allysson Mathieu, en remplacement de Maître Maria Ana Real Geraldo Dias, et Madame le délégué du gouvernement Nancy Carier en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 13 mars 2019.

---

Par courrier de son conseil du 13 octobre 2017, Madame ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... ».

Par avis respectifs des 27 novembre et 6 décembre 2017, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par la demanderesse. Le Conseil d'Etat émit le 6 mars 2018 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 8 avril 2018 transmis à l'intéressée par un courrier du ministre de la Justice du 13 avril 2018. Cet arrêté est motivé comme suit :

*« Vu la demande présentée le 13 octobre 2017 par Maître Maria Ana REAL GERALDO DIAS, avocat à la Cour, sollicitant, au nom de Madame ..., née le ... (Allemagne), de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-..., l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;*

*Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;*

*Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 27 novembre 2017 et par le Procureur général d'État le 6 décembre 2017 ;*

*Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 6 mars 2018 ;*

*Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;*

*Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;*

*Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime que les « pièces versées ne permettent pas d'établir les allégations invoquées par la requérante, dans la mesure où elles sont, à l'exception de la mère, établies, soit par la requérante elle-même soit par des professionnels sur des indications fournies par la requérante. L'attestation de la mère, toutefois, ne coïncide pas avec le récit de la demande de changement de nom, et notamment ne fait état, pas plus que l'attestation établie par la requérante elle-même, d'un abus de nature sexuelles par le père adoptif de la requérante » ;*

*Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg déclare que « le nom proposé par le conseil de la requérante est celui de son prétendu père naturel de l'adoptée, envers lequel il n'existe aucun lien de filiation, de sorte que cette dernière ne peut être autorisée à porter ce nom » ;*

*Considérant que la requête en changement du nom patronymique n'est donc pas fondée ;*

*Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;*

*Arrêtons :*

*Art. 1<sup>er</sup>. - L'autorisation sollicitée est refusée.*

*Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 11 mai 2018, Madame ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 8 avril 2018 portant refus de sa demande de changement de nom patronymique.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI », ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre l'arrêté grand-ducal sous examen. Le recours en annulation est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, la demanderesse réitère les faits et rétroactes sur base desquels elle a introduit sa première demande de changement de nom qui a été refusée par arrêté grand-ducal du 30 avril 2015, arrêté lui-même confirmé définitivement par un arrêt de la Cour administrative du 20 décembre 2016, n°38366C du rôle, au motif plus particulièrement que les certificats médicaux versés pour la première fois en cours de procédure contentieuse pour illustrer sa situation psychologique ne pouvaient pas être pris en considération par les juridictions administratives. Elle réitère ainsi qu'un jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg rendu en date du 18 septembre 1981 aurait prononcé une adoption plénière à son encontre et ce, à la demande expresse des époux ... et ..., sa mère biologique. Elle explique que suite à ladite adoption, elle aurait porté les nom et prénom de « ... » et que bien qu'en raison des effets de l'adoption plénière, son acte de naissance renseignerait actuellement le nom de ... comme étant son père, elle n'aurait, depuis son plus jeune âge, jamais eu de relation père-fille saine avec l'adoptant qui l'aurait régulièrement rabaissée et qui aurait accusé un comportement machiste à son égard, en ne lui donnant notamment pas l'occasion de se former professionnellement en raison de son statut de femme. Elle ajoute que son père adoptif aurait exercé des violences domestiques à son encontre, tel que cela se dégagerait de son attestation testimoniale du 28 octobre 2016. Sa mère confirmerait également à travers une attestation testimoniale son impossibilité de défendre sa fille contre la violence dont celle-ci aurait été victime de la part de son beau-père qui aurait, en effet, menacé de divorcer et de s'octroyer la garde de la demanderesse.

La demanderesse ajoute que, jusqu'à l'âge de 10 ans, elle aurait également été victime d'attouchements sexuels de la part de son père adoptif.

Ce serait sur base de toutes ces considérations qu'elle aurait sollicité originairement à pouvoir porter le nom de sa mère, à savoir celui de « ... ». Comme elle se serait dernièrement rapprochée de son père biologique, Monsieur ..., elle aurait formulé une nouvelle demande de changement de nom afin de pouvoir porter celui de son père biologique, tout en versant à l'appui de sa demande de nombreuses pièces probantes, dont un rapport d'expertise psychologique.

En droit, la demanderesse se rapporte tout d'abord à prudence de justice en ce qui concerne les causes d'illégalité externe pouvant affecter l'arrêté litigieux.

Pour ce qui est de la légalité interne de l'arrêté déféré, elle explique avoir fourni de nouvelles pièces à l'appui de sa demande de changement de nom soumise au ministère de la Justice le 13 octobre 2017 et ce, afin que sa situation psychologique puisse être prise en compte. Ainsi, il se dégagerait du rapport d'expertise du docteur ... du 15 décembre 2016 qu'en raison

du comportement oppressant affiché à son égard par son beau-père, des maltraitances et abus perpétrés par celui-ci, pendant son enfance et sa jeunesse, elle se trouverait dans un état de mal-être et de détresse psychologique l'empêchant de s'épanouir et de se libérer par elle-même d'un passé oppressant, le médecin en question concluant qu'un changement de nom serait tout à fait conseillé pour que la demanderesse puisse enfin « *faire les premiers pas vers une vie plus sereine et satisfaisante* », tout en insistant sur le fait que « *le fait d'être considérée légalement comme étant l'enfant légitime de Monsieur ..., a des effets néfastes au niveau du bien-être de Madame ..., comme ce nom lui rappelle toutes les humiliations et harcèlements qu'elle a subis de la part de son beau-père.* »

L'ordonnance médicale du 25 juillet 2016 du docteur C.P. attesterait, par ailleurs, également du stress émotionnel résultant pour elle de l'obligation de devoir porter le nom de famille de son père adoptif, ainsi que du fait que ce stress déclencherait chez elle des équivalents de crise d'asthme.

A cela s'ajouterait que le port de son nom patronymique actuel ne représenterait plus sa réalité sociale de rattachement à une famille, puisqu'elle aurait rompu tout lien avec son père adoptif du vivant de celui-ci et qu'elle serait désormais en contact régulier avec son père biologique, Monsieur ... - qu'elle n'aurait jamais connu, et avec lequel sa mère aurait eu une relation extra-conjugale pendant qu'elle aurait été liée à un autre homme, Monsieur ... -, avec lequel elle entretiendrait désormais de bonnes relations. Elle explique, à cet égard, que son père légitime ne l'aurait jamais reconnue comme son enfant et que ce serait seulement, dans le courant de l'année 2017, qu'elle aurait fait la connaissance de son père biologique. Comme elle et son père biologique auraient commencé à se connaître et à communiquer régulièrement depuis leur premier échange, elle estime qu'il serait désormais primordial pour elle de porter le nom de son père biologique retrouvé.

La demanderesse insiste sur le fait qu'en raison de la relation père-fille malsaine ayant existé avec son père adoptif, elle porterait des séquelles psychologiques graves auxquelles elle souhaiterait remédier en portant désormais le nom de son père biologique. Elle ajoute qu'elle aurait projeté une rupture, du moins psychologique, avec son père adoptif depuis de nombreuses années, mais qu'afin de ne pas perturber sa mère, elle n'aurait pas osé franchir ce pas jusqu'au décès de son père adoptif.

Au vu de toutes ces considérations, la demanderesse est d'avis que la conclusion à laquelle seraient arrivés les premiers juges ainsi que la Cour administrative dans le cadre de l'examen du refus de sa première demande de changement de nom, suivant laquelle l'absence de liens affectifs ressentis par elle à l'égard de son père adoptif, respectivement ses relations prétendument difficiles entretenues avec celui-ci, se résumeraient, à défaut d'autres éléments, à des motifs d'ordre affectif ne pouvant pas être qualifiés de circonstances exceptionnelles ou de raisons importantes permettant de déroger au principe de fixité de nom, ne serait plus actuelle, alors qu'au contraire, les nouveaux éléments exposés à l'appui de sa demande du 13 octobre 2017 seraient de nature à étayer les circonstances exceptionnelles et graves permettant de déroger à ce principe. Ceci serait d'autant plus vrai que ses souffrances psychologiques causées par le port du nom de son père adoptif seraient dorénavant démontrées et prouvées par les nouvelles pièces soumises au ministère.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours sous analyse pour ne pas être fondé.

Il met en avant que l'arrêté grand-ducal critiqué aurait été pris à la suite d'un large processus de consultation et que l'autorité de décision se serait ralliée aux avis exprimés par les différents organes consultatifs, en en reprenant la motivation.

Il ajoute que les pièces produites à la base de la demande de changement de nom du 13 octobre 2017 ne permettraient pas de prouver les dires de la demanderesse étant donné qu'elles auraient été, à l'exception de celle émanant de sa mère, établies soit par la demanderesse elle-même, soit par des professionnels sur base des indications fournies par elle. Il donne encore à considérer que l'attestation de la mère de la demanderesse ne coïnciderait pas avec le récit contenu dans la demande de changement de nom, pour notamment ne pas faire état, pas plus que l'attestation établie par la demanderesse elle-même, d'un abus de nature sexuelle de la part du père adoptif de celle-ci.

Le délégué du gouvernement insiste ensuite sur le fait que le nom proposé en remplacement du nom actuel serait celui du prétendu père naturel de la demanderesse envers lequel il n'existerait aucun lien de filiation, de sorte qu'elle ne pourrait pas être autorisée à porter ce nom.

Dans son mémoire en réplique, la demanderesse insiste sur le fait que dans son rapport d'expertise du 15 décembre 2016, le docteur ... aurait expressément relevé son mal-être et sa détresse psychologique liés au port du nom de son père adoptif et que s'il était vrai que, pour établir son diagnostic, le médecin en question se serait basé sur les indications qu'elle lui aurait fournies, il n'en resterait pas moins qu'il aurait effectué deux tests sur elle et qu'à l'issue du premier test, il aurait formellement constaté qu'elle présentait « *des résultats significatifs à l'échelle d'anxiété et à l'échelle de dépression* » et qu'elle se trouvait « *actuellement dans une situation de stress psychique sévère* ». Le même médecin aurait encore diagnostiqué que son score général sur « *l'échelle psychométrique Allgemeine Depressionsskala* » était significatif, ce qui indiquerait « *qu'elle souffre d'une dépression avérée et qu'elle se trouve dans un état de détresse psychologique* ».

A cela s'ajouterait que dans son ordonnance médicale du 25 juillet 2016, le docteur C.P., spécialiste en pneumologie, aurait certifié que la demanderesse « *souffre d'un asthme extrinsèque de longue date, nécessitant un traitement par corticoïdes et bêtamimétiques inhalés. Cependant, son stress émotionnel (le fait de porter le nom de famille de son père adoptif, manifestation maltraitant envers elle dans son enfance) déclenche chez elle des équivalents de crise d'asthme* ».

Il se dégagerait dès lors de tous ces éléments que les souffrances psychologiques qu'elle décrirait en relation avec le port du nom de son père adoptif, et qui seraient confirmées par sa mère, seraient appuyées et corroborées par le diagnostic psychologique du docteur ... et l'ordonnance médicale du docteur .....

La demanderesse souligne, enfin, que la paternité de Monsieur ..., qui serait remise en doute par la partie étatique, ne ferait pas de doute puisqu'elle se dégagerait de son acte de naissance initial du 19 août 1980.

Elle ajoute que si elle ne contestait pas l'absence de lien de filiation actuel à l'égard de son père biologique en raison des effets du jugement d'adoption plénière, il n'en resterait pas moins qu'une procédure serait actuellement en cours devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière d'adoption, pour voir annuler ladite adoption.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique maintient l'intégralité de ses développements en insistant sur le fait que dans la cadre d'un recours en annulation, le tribunal serait amené à statuer en tenant compte des éléments de fait et de droit ayant existé au moment de la prise de la décision attaquée. Or, à ce moment-là, aucun lien de filiation n'aurait existé entre la demanderesse et l'homme dont elle souhaiterait porter le nom. La partie étatique ajoute, par ailleurs, que les résultats de la procédure judiciaire visant la révocation de l'adoption plénière et la constatation du lien de filiation entre la demanderesse et Monsieur ... pourraient, le cas échéant, servir dans le cadre d'une nouvelle procédure de changement de nom.

En ce qui concerne tout d'abord la légalité externe de l'acte attaqué, le tribunal est amené à relever que la demanderesse se contente de se rapporter à prudence de justice quant aux éventuelles causes d'illégalité externe pouvant, le cas échéant, affecter l'acte attaqué sans toutefois invoquer le moindre moyen concret à cet égard.

Or, il convient de retenir qu'un moyen non autrement précisé n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision litigieuse. En effet, les moyens simplement suggérés, sans être soutenus effectivement, ne sont pas à prendre en considération par le tribunal, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, de sorte qu'il y a lieu de rejeter ce moyen.

Quant à la légalité interne de l'arrêté grand-ducal déféré, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, précitée, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé<sup>1</sup>.

Par ailleurs, il échet de relever, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 14 juin 2017, n° 38215 du rôle, Pas. adm. 2018, V°Noms- Prénoms-Domicile-Etat civil, n°7, et les autres références y citées.

<sup>2</sup> Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Il appartient, à cet égard, en tout état de cause à la demanderesse de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

En l'espèce, il se dégage du dossier administratif que les raisons ayant poussé la demanderesse à déposer une demande en changement de nom se résument à un motif d'ordre affectif découlant de l'absence alléguée de relation saine avec son père adoptif et des séquelles psychologiques qui en auraient résulté et dont elle ne pourrait guérir qu'en abandonnant son nom patronymique au profit de celui de son père biologique avec lequel elle aurait, depuis peu, repris contact.

S'il est vrai qu'au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, l'absence de liens affectifs ressentis par la demanderesse à l'égard de son père adoptif, respectivement les relations difficiles entretenues avec celui-ci, à défaut d'autres éléments, ne sont à eux-seuls pas de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles justifiant un changement de nom, il en va toutefois autrement s'il est fait état de manquements graves par le père adoptif de la demanderesse à ses devoirs parentaux ayant pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne de la demanderesse.

Or, il se dégage des conclusions du rapport d'expertise établi par le psychologue diplômé, Monsieur ..., tel que versé à l'appui de la demande de changement de nom actuellement litigieuse, que la demanderesse « *se trouve dans un état de mal-être et de détresse psychologique* », qu'elle « *souffre de tendances anxieuses et dépressives dépassant le seuil psychopathologique* » et qu'elle « *se trouve dans un état de blocage quant à ses possibilités éventuelles d'épanouissement et [qu']elle n'a pas la force de se libérer par elle-même d'un passé oppressant* ». Ledit psychologue a encore conclu que « *du point de vue psychologique, il n'est pas opportun pour Madame ...de porter le nom de Monsieur ..., beau-père qui l'a opprimée, maltraitée et qui a abusé d'elle au cours de son enfance et de sa jeunesse.* », pour poursuivre que « *un changement de nom est tout à fait conseillé, pour que Madame ...puisse enfin faire les premiers pas vers une vie plus sereine et satisfaisante.* » et pour finalement constater que « *le fait d'être considérée légalement comme étant l'enfant légitime de Monsieur ..., a des effets néfastes au niveau du bien-être de Madame ..., comme ce nom lui rappelle toutes les humiliations et harcèlements qu'elle a subis de la part de son beau-père.* ». Ledit rapport, dont la partie étatique ne conteste pas le contenu, ni d'ailleurs la partie résumant le vécu de la demanderesse tel que celle-ci l'a relatée, confirme dès lors que la demanderesse connaît de graves problèmes psychologiques qui sont exclusivement liés au port du nom patronymique de son père adoptif dont le comportement a non seulement profondément marqué son enfance mais continue encore à la hanter à l'âge adulte. Dans ce contexte, il convient encore de relever

que le tribunal conçoit mal de quelle autre manière un professionnel puisse établir une analyse psychologique d'un patient si ce n'est sur base des indications fournies par celui-ci, de sorte que les contestations de la partie étatique à cet égard sont à rejeter.

Dans ces conditions, il doit être admis que les raisons invoquées par la demanderesse à l'appui de sa demande de changement de nom peuvent s'analyser en des circonstances graves et exceptionnelles pouvant *a priori* justifier un changement de nom, puisque, d'un point de vue objectif, d'une part, le port du nom du père adoptif ne correspond plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, le beau-père de la demanderesse étant, qui plus est, décédé en 2007, et que, d'autre part, d'un point de vue subjectif, le port de ce nom peut, à juste titre, être ressenti comme insupportable par une personne ayant été victime de maltraitements psychiques et physiques, de même que d'un attentat à la pudeur, de la part de son père adoptif.

Il n'en reste pas moins qu'en l'espèce, le nom proposé en remplacement du nom actuel de la demanderesse est celui de son père biologique à l'égard duquel il n'existe, suivant les éléments ayant été soumis à l'autorité de décision, aucun lien de filiation. Force est encore de constater que l'affirmation de la demanderesse suivant laquelle elle aurait renoué le contact avec son père biologique reste à l'état de pure allégation et qu'il ne se dégage, par ailleurs, d'aucun élément soumis à l'autorité de décision qu'il existerait un quelconque lien affectif ou autre la rattachant à cette personne, ni *a fortiori* que le port du nom du père biologique serait de nature à correspondre à une réalité sociale de rattachement à une famille. A cela s'ajoute qu'il ne ressort même pas des éléments soumis à l'autorité de décision que le père biologique de la demanderesse soit lui-même au courant de la volonté de cette dernière de porter son nom, ni qu'il ait marqué son accord avec un tel choix.

Dans ces conditions, le tribunal est amené à conclure que l'autorité de décision a correctement apprécié les circonstances de fait de l'espèce en considérant que la demanderesse ne saurait être autorisée à changer son nom patronymique en celui de « ... ».

Il s'ensuit qu'à défaut d'autres moyens, le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

La demanderesse sollicite encore une indemnité de procédure d'un montant de 1.000.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, demande qui est à rejeter au vu de l'issue du litige.

#### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par la demanderesse ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 20 mai 2019 par :



Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

Arny Schmit

Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 20.5.2019

Le greffier du tribunal administratif